

d'importance majeure non seulement pour nos matières premières et produits semi-ouvrés, mais aussi pour les produits finis de nos industries secondaires. En troisième lieu, j'ai cherché à bien faire ressortir, dans mes conversations, les dangers politiques et économiques inhérents à toute tendance vers la polarisation du commerce entre les États-Unis et la Communauté européenne.

On se souviendra que la formation de la Communauté économique européenne s'est accompagnée de la négociation Kennedy. A cette époque, l'Europe et le monde ont avancé ensemble dans la marche la plus impressionnante vers une plus grande liberté du commerce. Il reste peu d'indices aujourd'hui de l'harmonie de ces rapports, il y a même des indices du contraire.

Mes entretiens en Europe ont été une conséquence logique des réunions que nous avons eues à Ottawa il y a deux semaines avec des membres des échelons supérieurs de l'administration américaine, sous la direction du secrétaire Rogers. Des raisonnements identiques ont été tenus aux représentants des États-Unis ici à Ottawa, au Gouvernement britannique à Londres et aux autres représentants gouvernementaux avec lesquels je me suis entretenu en Europe.

Le moment de ma visite en Europe a été déterminé par la réunion ministérielle de l'OTAN en décembre. Dans la déclaration que j'y ai faite, j'ai dit que les événements de l'année écoulée indiquaient que nous avons atteint un tournant dans les relations entre l'Est et l'Ouest en Europe. L'affrontement stérile qui a caractérisé ces relations depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale commence à céder le pas à un effort réel en vue d'arriver à résoudre maints problèmes épineux que pose la division de l'Europe. Des négociations synchronisées avec l'Union soviétique se déroulent actuellement sur une grande échelle.

Les traités conclus par la République fédérale allemande avec l'Union soviétique et la Pologne constituent un progrès certain. Ce sont des événements historiques qui pourraient concourir à un degré appréciable à assainir la situation en Europe centrale. La reprise des pourparlers interallemands permet aussi de nouveaux espoirs, même si ces pourparlers sont hérissés de difficultés. La question demeure, cependant, de savoir si les traités de Moscou et de Varsovie, qui ne sont pas encore ratifiés, constituent à eux seuls des progrès suffisants pour justifier la tenue d'une Conférence générale sur la sécurité en Europe.

Presque tout le monde s'est accordé à dire que les progrès accomplis jusqu'à présent étaient insuffisants, surtout parce que l'on n'était pas encore parvenu à un règlement satisfaisant de la question de Berlin. Le Canada partage cette opinion mais, dans mon intervention, j'ai dit que l'Alliance ne doit pas envisager l'idée d'une conférence de façon négative. J'ai proposé que notre communiqué constate l'utilité des négociations actuellement en cours, indique notre satisfaction devant les progrès qui ont été accomplis et exprime notre espoir que d'autres seront bientôt réalisés.

Vous remarquerez que dans le communiqué, les gouvernements membres ont confirmé qu'ils étaient prêts, dès que les entretiens au sujet de Berlin